Note explicative relative au projet de Règlement de la Conférence des Organisations internationales non gouvernementales du Conseil de l'Europe

22/07/2020

Introduction

En 2016, la Conférence des OING a procédé à la révision du Règlement existant. A cette époque, les révisions consistaient en des changements apportés à plusieurs articles. Au cours de ce processus, il a été constaté que les couches successives ajoutées au document ont eu un impact sur sa structure et sa continuité. En outre, au cours des dernières années, la Conférence des OING s'est rapidement développée. Plusieurs questions anciennes et nouvelles qui ne sont pas couvertes par le règlement actuel comportent des risques de choix arbitraires.

En 2018, pour y remédier et pour continuer à moderniser le cadre juridique et opérationnel de la Conférence des OING ("la Conférence"), cette dernière a constitué, par l'intermédiaire de la Commission permanente, un groupe de rédaction chargé des propositions concernant le Règlement ou d'autres dispositions statutaires de la Conférence (« le Groupe de rédaction »).

Ce Groupe avait reçu pour mandat de rédiger des propositions de révision ou de modification du Règlement de la Conférence en vue de renforcer :

- la bonne gouvernance dans un souci d'éthique de la Conférence et de ses organes (adéquation de ses structures aux objectifs, procédures d'élection, Code de conduite) et
- son efficacité opérationnelle (ressources, réunions / sessions, méthodes de travail participatives, processus décisionnels, etc.)

Dans le cadre de sa réflexion sur les révisions qui pourraient être nécessaires, le Groupe de rédaction a jugé important d'obtenir un retour d'information sur divers points du Règlement qu'il considérait de prime abord comme nécessitant une attention particulière. Un questionnaire a ainsi été mis en ligne sur le site web de la Conférence afin de recueillir les observations des membres de la Conférence des OING. Le Groupe de rédaction tient à remercier tous ceux et celles qui ont participé à cette consultation.

Les résultats de la consultation ont fait apparaître non seulement une réflexion approfondie de la part des répondants sur l'adéquation des règles existantes, mais aussi un souhait clair de procéder à une importante réorganisation de ces dernières afin de rendre les structures de la Conférence plus efficaces.

A la lumière de cette consultation et au cours de sa réflexion, le Groupe de rédaction a reconnu non seulement qu'il était nécessaire que la Conférence travaille différemment en période de restrictions budgétaires, mais aussi que, dans l'esprit de la réforme administrative en cours, elle s'efforce de renforcer l'impact de son action et harmoniser ses priorités avec celles des autres organes du Conseil de l'Europe.

Le Groupe de rédaction a suivi cinq principes pour formuler ses propositions de révision :

- assurer une bonne gouvernance dans un souci d'éthique ;
- faciliter et renforcer l'influence des OING sur les travaux du Conseil de l'Europe ;
- garantir l'efficacité opérationnelle par une simplification des structures ;
- assurer la cohérence des activités de la Conférence avec les priorités du Conseil de l'Europe ;
- améliorer la clarté des règles à respecter.

Dans le même temps, le Groupe de rédaction a estimé que le Règlement devrait être révisé de manière à permettre à la Conférence de devenir un organe statutaire du Conseil de l'Europe si les États membres en décidaient ainsi.

La question de la gouvernance éthique a maintenant été principalement résolue par le Code de conduite élaboré par un autre groupe distinct et adopté par la Conférence en avril 2019. Le Groupe de rédaction avait pour tâche d'intégrer, le cas échéant, les dispositions de ce Code dans ses propositions de révision du Règlement.

Étant donné les préoccupations exprimées dans les réponses à la consultation quant à l'ambiguïté du terme « Conférence », utilisé tant pour l'organe collectif des OING dotées du statut participatif auprès du Conseil de l'Europe que pour les différentes réunions auxquelles participent les délégué.e.s représentant ces OING, il est proposé de remédier à cette source de confusion en faisant désormais référence :

- à la « Conférence » en tant qu'organe collectif ;
- à la « Session » en tant que période des réunions de la Conférence des OING ;
- à « l'Assemblée générale » en tant que réunion statutaire de la Conférence des OING.

Au cours de son examen, le Groupe de rédaction a estimé que le Règlement actuel était incomplet ou insuffisamment explicite sur certains points et qu'il y avait des renvois entre des dispositions particulières qui n'étaient pas toujours appropriés.

Il a reçu de nombreux commentaires de la part des OING membres et des membres de la Commission permanente sur son premier projet, qui a été retravaillé à la lumière de ces observations.

Le projet proposé, approuvé par la Commission permanente, prévoit désormais que le Règlement comprendra les éléments suivants :

- un préambule pour décrire son but et le contexte dans lequel fonctionne la Conférence ;
- les critères régissant l'appartenance des OING à la Conférence ;
- la structure organisationnelle de la Conférence et la participation des OING par l'intermédiaire des Chef.fe.s de délégation ;
- les compétences de l'Assemblée générale et les règles applicables à ses réunions ;
- les compétences du ou de la Président.e ;
- la composition et les compétences de la Commission permanente de la Conférence ;
- la composition et les compétences des Comités par l'entremise desquels la Conférence entreprend ses travaux spécifiques ;
- le fonctionnement du Comité de vérification et de litige ;
- le fonctionnement du Comité d'appel ;
- le déroulement des élections ;
- les procédures de révision du Règlement ;
- les provisions transitoires
- les annexes
- les documents de référence.

Préambule

Le Règlement en vigueur ne contient pas de préambule. Les OING membres de la Conférence qui ont participé à la consultation ont estimé qu'une telle partie manquait. Aussi le nouveau projet de Règlement comporte un préambule qui décrit dans les grandes lignes le rôle que joue la Conférence des OING.

Cette partie précise ainsi :

- les liens entre la Conférence et les OING dotées du statut participatif ;

- le rôle de la Conférence, qui facilite la participation de la société civile organisée au Conseil de l'Europe par l'intermédiaire de ses membres ;
- la contribution que la Conférence peut apporter pour assurer l'interaction entre la société civile en général et le Conseil de l'Europe ;
- l'intérêt particulier de la Conférence pour la promotion de la démocratie participative, de la citoyenneté active et de la liberté d'association ;
- son mode de fonctionnement, conformément au Règlement et à la Résolution CM/Res(2016) 3.

La référence à la « société civile organisée » vise à refléter la nature de la Conférence en tant qu'organe collectif d'organisations non gouvernementales et non de personnes physiques - comme l'ont souligné les participants à la consultation. Toutefois, l'accent est également mis sur le rôle plus large de la Conférence en tant que porte-parole de la société civile dans son ensemble.

Membres

La question de l'adhésion des OING n'a été abordée qu'indirectement lors de la consultation, mais il est clair qu'elle est au cœur de ce qui fait la Conférence. Comme il s'agit de la pierre angulaire sur laquelle repose tout ce qui concerne cette dernière, il a été décidé qu'elle devrait figurer au tout début du Règlement.

Ainsi, il est proposé de séparer clairement, au début du Règlement, la question de l'adhésion des OING à la Conférence de celle de leur participation concrète à ses activités. Une telle distinction est fondamentale pour garantir une bonne réglementation du fonctionnement de la Conférence.

En outre, le Groupe de rédaction a estimé nécessaire d'indiquer expressément l'objectif de l'adhésion à la Conférence, qui devrait être inscrit dans toutes les activités qu'elle entreprend. La première partie de la formulation utilisée est tirée du Préambule de la Résolution CM/Res(2016)3.

Le Groupe de rédaction a également estimé qu'il importait d'indiquer que la question de l'octroi du statut participatif ne relevait pas de la compétence de la Conférence des OING mais de celle du ou de la Secrétaire Général.e du Conseil de l'Europe. Le rappel du fait que ce statut peut être retiré souligne également l'importance d'une participation active des OING membres de la Conférence et de la nécessité de respecter les normes éthiques applicables à l'adhésion et à la participation à la Conférence.

Structure et participation

Cette partie vise à identifier les différents organes par l'intermédiaire desquels la Conférence devrait fonctionner à l'avenir. Elle définit également la manière dont les OING participent aux activités de celle-ci.

La structure proposée aujourd'hui reprend les points soulevés dans les réponses à la consultation, tout en reflétant les ajustements jugés nécessaires pour rendre la structure organisationnelle dans son ensemble, plus simple et plus cohérente.

Aucun changement n'est proposé ni pour l'Assemblée générale en tant que principal organe de décision de la Conférence (hormis le terme désormais utilisé pour désigner la réunion plénière des OING dotées du statut participatif), ni pour le rôle de leadership et de représentation qui est confié à son ou sa Président.e.

Toutefois, la position des Vice-Président.e.s - dont le nombre est réduit - est davantage mise en évidence pour souligner leur rôle important de suppléant.e.s.

La responsabilité de la qualité du travail effectué, de l'administration du processus de travail de la Conférence et de la mise en œuvre des décisions prises par l'Assemblée générale incombe à une Commission permanente simplifiée.

Le Groupe de rédaction propose que les travaux de fond sur des questions particulières soient réalisés par une nouvelle forme de Comités, qui se verraient confier un mandat spécifique par l'Assemblée générale pour une période déterminée.

Les Comités peuvent être proposés par la Commission permanente ou par plusieurs OING (selon les conditions spécifiques). Tous sont coordonnés par la Commission permanente qui, avec l'Assemblée générale, est responsable de la qualité des travaux menés et fournis par la Conférence des OING dans le cadre du Conseil de l'Europe.

Il est également prévu que certains travaux de fond soient entrepris par des Conseils d'experts. D'une manière générale, le projet de Règlement vise à renforcer l'articulation entre l'expertise, le débat démocratique et le processus décisionnel démocratique.

Le Comité de vérification et de litige reste responsable de la conduite des élections et du règlement des litiges relatifs à l'application du Règlement, mais il assumera également, conjointement avec le nouveau Comité d'appel, de nouvelles responsabilités concernant le respect du Code de conduite.

Compte tenu des nouvelles tâches et responsabilités, l'expertise et l'indépendance de leurs membres doivent être renforcées. Dans le règlement actuel, les règles de fonctionnement du Comité de vérification et de litige ne sont pas précisées. Le nouveau chapitre qui lui est spécifiquement consacré vise à accroître son efficacité, sa transparence et sa responsabilité vis-à-vis des membres de la Conférence.

Il est fait mention des sessions de la Conférence afin de distinguer cette dernière de sa réunion plénière (c'est-à-dire l'Assemblée générale). Il est prévu que les sessions se déroulent aussi bien en présentiel à Strasbourg que par visioconférence (séparément ou en même temps) afin de renforcer la participation des OING.

En tant que personnes morales, les OING ne peuvent, bien entendu, participer aux activités de la Conférence que par l'intermédiaire de personnes physiques. En principe, les OING désignent pour les représenter des personnes avec lesquelles elles ont des liens, telles que des membres de leur conseil d'administration, des bénévoles ou des salariés.e.s.

Cependant, les dispositions du Règlement actuel ne sont pas suffisantes pour déterminer qui peut intervenir ou non au nom d'une OING donnée. Il exige seulement que les délégué.e.s émargent la liste de présence, sans aucune vérification à cet égard. Dans la pratique, une autorisation est demandée par le Secrétariat de la Conférence, mais, pour éviter tout malentendu, cette question est spécifiquement régulée dans le projet de Règlement. Ainsi, une distinction est faite entre les Chef.fe.s de délégation, qui ont le droit de vote au nom d'une OING, et les autres délégué.e.s.

Il peut arriver que le ou la représentant.e d'une OING ne puisse pas participer à une activité donnée et il est donc prévu, comme dans le Règlement existant, qu'une OING puisse se faire représenter par le ou la Chef.fe de délégation d'une autre OING agissant comme mandataire. Toutefois, comme c'est le cas pour le Règlement actuel, une OING ne devrait pas pouvoir représenter plus de deux autres OING.

L'Assemblée générale

Lors du processus de consultation, la position de l'Assemblée générale en tant que principal organe décisionnel au sein de la Conférence n'a été remise en question à aucun moment, aussi devrait-elle conserver cette position. La qualité et l'autorité de ses résultats dépendent néanmoins dans une large mesure des travaux préparatoires effectués à son intention sur les questions qu'elle souhaite aborder.

Selon le modèle proposé par le Groupe de rédaction, cette tâche sera principalement réalisée dans le cadre des divers mandats que l'Assemblée générale confie aux Comités.

L'Assemblée générale sera donc chargée d'approuver – avec ou sans modifications - les mandats des Comités, ceux des Conseils d'experts et les rapports des Comités. L'Assemblée générale pourra également adopter des positions communes de la Conférence des OING sur des questions fondamentales sous forme de résolutions adressées à elle-même ou à ses membres ou de recommandations à soumettre à d'autres organes du Conseil de l'Europe et institutions nationales et internationales.

En outre, l'Assemblée générale élit le ou la Président.e, les deux Vice-Président.e.s, les membres de la Commission permanente et les président.e.s des Comités ; elle prend également des décisions sur les propositions de candidats aux fonctions de président.e des Conseils d'experts et de membres du Comité de vérification et de litige et du Comité d'appel. Elle conserve la possibilité d'attribuer le titre de Président.e d'honneur de la Conférence.

Les modalités d'exercice de ces pouvoirs sont précisées dans les parties du projet de Règlement relatives à ces organes.

Le Règlement actuel n'indique pas si l'Assemblée générale est habilitée à adopter elle-même son ordre du jour. Il est maintenant précisé que l'élaboration de ce document incombe à la Commission permanente, mais qu'il est ensuite soumis à l'approbation par l'Assemblée générale au début de la réunion.

Il est aussi précisé que les propositions de points présentées par les OING pour examen lors d'une réunion de l'Assemblée générale doivent porter sur les domaines relevant du mandat et des priorités de la Conférence des OING. Ceci permettra également aux OING de proposer la création de Comités.

Il est en outre proposé que les résolutions et recommandations adoptées par l'Assemblée générale soient principalement fondées sur les rapports établis par ces Comités.

Pour la première fois, le projet de Règlement prévoit que des personnes peuvent assister en tant qu'invitées aux séances de l'Assemblée générale. Cette mesure vise à renforcer la capacité de la Conférence des OING à accueillir des personnes extérieures, ainsi que le travail en réseau avec les OING membres.

Le projet de Règlement contient maintenant des dispositions relatives au temps imparti aux interventions des délégué.e.s, à l'ordre dans lequel ils ou elles doivent être appelé.e.s et aux motions d'ordre.

Aucune autre modification importante des dispositions relatives à ce qu'on appelle maintenant l'Assemblée générale n'est proposée. Celles-ci ont néanmoins été simplifiées et réorganisées à certains égards dans un souci de clarté et de cohérence.

Le ou la Président.e et les Vice-Président.e.s et les membres élus

Il est essentiel, pour toute organisation, d'avoir au moins une personne qui puisse la représenter publiquement, présider ses réunions, la représenter dans ses relations avec d'autres organes et, plus généralement, assumer la responsabilité de l'organisation dans son ensemble.

En outre, il est d'usage que la personne qui exerce cette fonction dispose d'au moins un.e suppléant.e qui puisse la remplacer en cas d'empêchement à une occasion particulière ou pour une durée plus longue.

Il n'y a eu aucun commentaire, dans les réponses, sur les dispositions du Règlement relatives au ou à la Président.e et aux Vice-Président.e.s. Cela laisse croire à l'existence d'un accord général sur le fait que les fonctions évoquées ci-dessus sont toujours considérées pertinentes et, de fait, nécessaires au fonctionnement de la Conférence.

Il est néanmoins un aspect du dispositif actuel qui méritait une attention particulière, à savoir l'existence de quatre Vice-Président.e.s, dont l'un.e spécifiquement chargé.e de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le Groupe de rédaction a considéré que, compte tenu de la taille de la Conférence, de la diversité de sa composition, de l'éventail de ses activités et des services administratifs limités dont elle dispose, il était certainement utile d'avoir plus d'un.e Vice-Président.e et de reconnaître aussi des responsabilités spécifiques à ces personnes au-delà de leur rôle de suppléant.e du ou de la Président.e.

Toutefois, étant donné l'objectif de simplification de l'organisation de la Conférence, il a estimé qu'il serait plus approprié de limiter à deux le nombre de Vice-Président.e.s.

Les Membres élus seront impliqués dans les tâches générales de gestion courante de la Conférence des OING. Ils doivent également assurer la coordination des Comités et des questions transversales ou être chargés de tâches et de domaines spécifiques des activités de la Conférence des OING.

Le projet de Règlement n'a pas pour but de fixer les plans d'action et les priorités de la Conférence des OING. Les dispositions de Règlement indiquent « COMMENT » procéder, et non « QUOI » faire. Le choix des priorités politiques appartient à la Commission permanente et à l'Assemblée générale.

Il est également proposé, au cas où le ou la Président.e démissionnerait ou se verrait dans l'incapacité permanente de s'acquitter de ses fonctions, que l'un.e de Vice-Président.e.s assure la présidence jusqu'à la prochaine Assemblée générale et qu'un membre de la Commission permanente soit désigné pour remplacer ce/cette Vice-Président.e.

Une modification est proposée quant à l'identité de la personne habilitée à décider du remplacement temporaire du ou de la Président.e par un.e Vice-Président.e. La règle existante est maintenue pour la plupart des cas (la Commission permanente se substituant au Bureau), mais le ou la Président.e a désormais le pouvoir de désigner un.e suppléant.e lorsque son absence est de très courte durée (par exemple lorsqu'il ou elle doit quitter la salle pour un appel téléphonique ou pour un entretien).

Le projet de Règlement prévoit également la marche à suivre au cas où un.e Président.e, un.e Vice-Président.e ou un membre démissionnerait ou serait définitivement empêché.e de s'acquitter de ses fonctions.

Enfin, afin de faciliter la continuité des travaux, il est aussi proposé que le ou la Président.e présente un bilan aux membres nouvellement élus de la Commission permanente et que le ou la Président.e sortant.e soit tenu.e de fournir des notes de passation de pouvoir à son successeur.

La Commission permanente

Dans l'optique de faire de la Conférence un organe plus souple et plus efficace, outre les fonctions du ou de la Président.e, le Groupe de rédaction a examiné les diverses tâches de la Commission permanente qui doivent être exercées pour en garantir le bon fonctionnement.

Ces tâches concernent globalement :

- l'élaboration de stratégies pour la Conférence ;
- l'organisation de l'Assemblée générale ;
- la mise en œuvre des décisions de l'Assemblée générale ;
- la prise de positions sur des questions fondamentales en cas d'urgence lorsqu'il n'y a pas de séance de l'Assemblée générale ;
- la désignation des représentant.e.s pour les organes du Conseil de l'Europe ;

- la supervision des travaux sur les questions de fond menés par divers organes au nom de la Conférence afin d'en assurer la qualité et la cohérence générale ;
- la planification et l'organisation de visites dans les pays concernant l'état de la société civile ;
- la communication avec les OING membres et la coordination générale des activités de la Conférence.

Ces tâches n'ont pas été remises en question par les participants à la consultation. Toutefois, ceux-ci ont fréquemment mentionné la surdimension et l'extrême complexité du dispositif actuel dans leurs réponses.

Actuellement, les tâches énumérées ci-dessus sont assurées par deux organes – le Bureau et la Commission permanente –, avec certains doublons, tant en termes de responsabilités que de composition.

De plus, les deux organes sont de taille considérable, même si l'on ne tient compte que du nombre de membres votants, c'est-à-dire huit pour le Bureau, et neuf de plus pour la Commission permanente (les président.e.s et vice-président.e.s des trois Commissions thématiques). Il existe également une liste relativement longue d'autres personnes pouvant être invitées à participer aux réunions de la Commission permanente.

Cette structure entraîne sans aucun doute un certain chevauchement des travaux et consomme également des ressources dont on pourrait faire une meilleure utilisation en les consacrant aux activités fondamentales de la Conférence.

En outre, la complexité de la structure actuelle doit être réexaminée à la lumière de la proposition ci-dessous concernant la création de Comités qui remplaceraient à la fois les Commissions thématiques et les Groupes de travail existants, l'objectif étant de permettre un traitement plus souple des questions examinées et une participation plus directe des OING membres.

La consultation et la réflexion menées ont conduit à conclure que les intérêts de la Conférence seraient mieux servis si les fonctions de ces deux organes étaient exercées par un seul organe exécutif – la Commission permanente –, sous réserve d'une composition plus réduite et d'indications plus claires quant à l'étendue de la participation à ses réunions des personnes qui n'en sont pas membres.

Il est donc proposé que la Commission permanente soit composée du ou de la Président.e.s, des deux Vice-Président.e.s et de huit membres élus, qui auront tous et toutes le droit de vote. En outre, comme c'est le cas dans le Règlement actuel concernant la Commission permanente, le ou la Président.e sortant.e serait un membre non votant, présent afin d'assurer la continuité de l'action. Il en irait de même pour le ou la Président.e de l'association OING-Service.

Dans le même temps, le Groupe de rédaction n'a pas jugé approprié que le ou la Président.e du Comité de vérification et de litige soit un membre d'office de la Commission permanente car cela n'est pas vraiment compatible avec les responsabilités de supervision attachées à cette fonction. Cette personne pourrait néanmoins être invitée pour l'examen d'un point précis de l'ordre du jour, particulièrement pertinent pour les travaux du Comité, mais une telle invitation devrait probablement rester exceptionnelle.

Compte tenu de la proposition de simplifier cet organe, il n'est pas proposé d'ajouter d'autres participants de droit aux réunions de la Commission permanente, mais de prévoir la possibilité que des personnes puissent être invitées à assister aux points de l'ordre du jour qui sont en rapport avec leurs responsabilités.

Le Règlement proposé traite d'un certain nombre de questions qui ne sont pas réglementées actuellement, mais qui semblent néanmoins importantes, à savoir :

- la possibilité de tenir des réunions en dehors des sessions de la Conférence et des réunions convoquées par des membres autres que le ou la Président.e ;

- la formulation de propositions à inscrire à l'ordre du jour ; l'adoption de l'ordre du jour ; la nécessité d'un quorum ;
- certains points relatifs à la démission ou à l'empêchement des membres élus.

Comités

La taille et la durée des réunions de l'Assemblée générale ne permettent pas d'examiner les questions spécifiques de façon approfondie. Il est évident qu'en l'absence d'études détaillées réalisées par les délégué.e.s et d'autres spécialistes, l'Assemblée aurait du mal à adopter des positions communes, des résolutions et des recommandations sur de nombreuses questions qui la préoccupent.

De même, le nombre de participants à ces réunions empêche nécessairement l'Assemblée générale en tant que telle de participer de manière substantielle aux diverses entités par le biais desquelles le Conseil de l'Europe mène ses activités, notamment celles relatives à l'élaboration et à la mise en œuvre de normes. Ce travail est effectué par les délégué.e.s des OING nommé.e.s dans les comités directeurs et autres organes du Conseil de l'Europe.

S'agissant de ces derniers, la proposition de Règlement ne prévoit pas de modifier l'approche actuelle. Mais, bien qu'il soit évident que la Conférence continuera de devoir recourir à une certaine forme de délégation pour la conduite d'études approfondies, en confiant cette tâche à une ou plusieurs entités, le Groupe de rédaction a examiné le dispositif actuel pour déterminer s'il était satisfaisant ou s'il conviendrait de le simplifier.

Conformément au Règlement en vigueur, des Commissions thématiques ont été créées par la Conférence, et des groupes de travail ont été établis par ces Commissions elles-mêmes, après approbation de la Commission permanente.

Ces Commissions thématiques – dont les travaux couvrent un large éventail de questions potentielles - sont censées tenir compte des travaux du Conseil de l'Europe et informer ce dernier des préoccupations de la Conférence. Elles s'organisent elles-mêmes et visent à produire des projets de résolutions et de recommandations pour adoption par la Conférence.

Les nouveaux Comités sont censés avoir un objectif précis et un mandat spécifique validé par l'Assemblée générale, exister pour une durée limitée et soumettre des rapports sur leurs conclusions ainsi que, le cas échéant, des projets de résolutions et de recommandations à l'Assemblée générale, si approprié.

Étant donné la taille des comités thématiques actuels et le peu de temps disponible, on a eu tendance à créer des groupes de travail pour répondre à des préoccupations particulières au sein de la Conférence, mais sans réfléchir à la manière dont ils s'intégreront effectivement dans les activités et organes du Conseil dans son ensemble ou les uns par rapport aux autres.

Par ailleurs, il n'y a pas toujours de distinction claire entre l'orientation d'une Commission thématique et celle de ses Groupes de travail, ou entre certains aspects du travail d'une Commission thématique et de ses Groupes de travail et ceux d'autres Commissions thématiques et de leurs Groupes de travail.

Il est également difficile de veiller à ce que les travaux de ces organes aboutissent toujours à des résultats concrets ou, lorsque c'était le cas, à ce que ces résultats soient effectivement mis à profit par la Conférence. Cela est peut-être inévitable étant donné que le nombre total de tous ces organes est devenu assez important.

Les réponses données dans le cadre de la consultation ont fait apparaître de vives préoccupations concernant la complexité et l'efficacité du dispositif actuel.

Le Groupe de rédaction a conclu qu'à côté des Conseils d'expert, il serait peut-être plus utile d'avoir un seul type d'entité pour la discussion et l'examen des questions et propositions choisies

– à savoir des « Comités ». Cela permettrait en effet d'utiliser plus directement et efficacement les connaissances spécialisées des OING et de leurs délégué.e.s.

Il est jugé nécessaire d'adopter une approche un peu plus systématique de la création de Comités afin que leurs travaux soient plus clairement liés à ceux qui sont, ou devraient être, entrepris par d'autres organes du Conseil de l'Europe.

Les dispositions proposées visent à veiller à ce que les travaux entrepris au nom de la Conférence davantage influencent les travaux et activités du Conseil. L'efficacité de ces Comités dépendra de la bonne prise en compte des inévitables contraintes logistiques et organisationnelles – y compris celles liées à l'interprétation/traduction – qu'il convient de garder à l'esprit lors de la délégation de responsabilités à des organes de la Conférence.

Ainsi, au lieu de disposer d'organes permanents dotés de larges mandats, le Groupe de rédaction propose qu'il n'y ait que des Comités temporaires qui se concentreraient sur des questions particulières relevant de la compétence du Conseil de l'Europe.

La décision de créer un Comité particulier serait prise par l'Assemblée générale, en tenant compte de l'importance de la question concernée et de la disponibilité de connaissances spécialisées suffisantes parmi les délégué.e.s et les personnes dont la participation pourrait être demandée pour garantir que les délibérations du Comité aboutiront à un résultat utile.

Selon le projet de Règlement proposé, les présidents des Comités seront élus par l'Assemblée générale. Par le biais du vote, une mission définie et un mandat démocratique clair seront donnés à ces personnes qui rendront compte de leur travail à l'Assemblée générale.

La précision relative au fait qu'il est nécessaire qu'au moins sept délégué.e.s souhaitent faire partie d'un Comité proposé vise à garantir la viabilité de ce Comité et à consolider l'approche ascendante dans les travaux de la Conférence des OING.

Il conviendrait donc d'accorder une attention particulière au mandat des Comités, ainsi qu'à leur durée. Par exemple, un Comité pourrait être créé pour suivre ou contribuer aux travaux d'un organe particulier du Conseil de l'Europe chargé d'élaborer une nouvelle convention ou une nouvelle recommandation. Le mandat de ce Comité se limiterait donc à celui de l'organe concerné.

L'Assemblée générale aurait ainsi un rapport plus direct avec celles et ceux qui préparent les sujets et questions qu'elle doit examiner. Dans le même temps, il lui incomberait de veiller à ce que leurs besoins soient satisfaits et à ce qu'il y ait une coordination effective entre les tâches confiées aux différents Comités.

Dans certains cas, il pourrait être nécessaire de coopter au sein d'un Comité des personnes qui ne sont pas des délégué.e.s d'OING, mais qui ont certaines des connaissances spécialisées nécessaires.

Il serait également nécessaire d'établir une liaison étroite avec toute personne nommée à un comité directeur ou à un autre organe du Conseil de l'Europe s'occupant d'aspects de la question à traiter.

Conseils d'experts

Le Règlement en vigueur prévoit que la Conférence crée des Conseils d'experts et qu'elle définit leur mandat, mais il ne donne pas d'autres indications à leur sujet.

Le Groupe de rédaction s'est appuyé sur le mandat du seul Conseil d'experts existant, celui sur le droit en matière d'ONG, pour proposer des dispositions régulant la création d'un conseil d'experts.

Comité de vérification et de litige

Il n'a pas été proposé de modifier le rôle du Comité de vérification et de litige. Toutefois, ses fonctions ont été renforcées par l'adoption du Code de conduite, ce qui se reflète dans le projet de Règlement.

Le projet de Règlement précise les responsabilités du ou de la président.e du Comité de vérification et de litige et prévoit la durée de son mandat, ainsi que la possibilité, pour les membres, de démissionner et d'être remplacés.

La disposition exigeant la consultation des membres sortants du Comité de vérification et de litige est remplacée par l'obligation de consulter son ou sa président.e étant donné que le nombre plus élevé de membres entraînera probablement une modification régulière de sa composition.

Dans le projet de Règlement, il n'est pas possible pour un membre du Comité de vérification et de litige de suspendre son mandat pour se présenter à l'élection d'un autre organe de la Conférence, car son impartialité pourrait être inutilement remise en question par la suite. Si un membre souhaite se présenter à des élections, il a toujours la possibilité de démissionner.

Comme cela a déjà été indiqué, il n'est pas prévu que le ou la président.e du Comité de vérification et de litige siège à la Commission permanente, bien qu'il ou elle puisse assister aux réunions de cette dernière pour les points de l'ordre du jour qui pourraient concerner ses fonctions.

Les seules autres modifications proposées sont d'ordre stylistique.

Comité d'appel

La nécessité de prévoir des dispositions sur la création d'un Comité d'appel résulte de l'adoption du Code de conduite.

Les propositions relatives au Comité d'appel sont essentiellement les mêmes que celles qui concernent le Comité de vérification et de litige.

Élections

Aucune modification fondamentale des dispositions actuelles régissant les élections n'est proposée, à l'exception de l'introduction de la possibilité de recourir au vote électronique. Il convient toutefois de souligner que ces dispositions ont été regroupées et structurées conformément aux différentes étapes du processus. Le nombre de règles est plus restreint, car il y a moins de postes électifs.

L'exigence selon laquelle un.e candidat.e proposé.e au poste de président.e doit bénéficier du soutien d'autres OING est maintenue, car cela donne une certaine indication de la confiance en la capacité de cette personne à occuper le poste. Pour la même raison, il est maintenant proposé de prévoir l'exigence d'un soutien, moins important, pour les vice-président.e.s et les membres de la Commission permanente.

Par ailleurs, la révision proposée oblige désormais les candidat.e.s à soumettre une déclaration à l'appui de leur candidature qui sera affichée sur le site Web de la Conférence afin que tout un chacun puisse prendre connaissance des raisons qui les motivent à se porter candidat.e et des déclarations d'éligibilité.

Le projet de Règlement permettrait également aux délégué.e.s de se présenter à toutes les élections prévues au cours d'une même session de la Conférence. Ainsi, tout.e candidat.e non élu.e à la présidence ou à la vice-présidence aurait la possibilité d'être élu.e en tant que vice-président.e ou membre de la Commission permanente, respectivement.

Modifications

Le Groupe de rédaction a considéré qu'il était nécessaire d'obtenir un certain soutien avant même qu'une modification ne soit examinée, et que toute proposition de modification devait être motivée. Il a également estimé que le vote devait être aussi régi par des règles claires, et non soumis à une procédure implicite. Un vote à bulletins secrets peut être approprié.

Dispositions transitoires

De telles dispositions sont nécessaires étant donné que toutes les mesures prévues par le Règlement révisé ne pourront être mises en œuvre immédiatement après leur adoption.

Annexes et documents de référence

L'ajout, dans cette partie, du Code de conduite, de la Charte de la communication et de la Résolution CM/Res(2016)3 vise à mettre davantage en avant les principes éthiques que devrait respecter la Conférence et à réunir en un seul et même endroit tous les documents pertinents pour son fonctionnement.

Cet ajout vise également à souligner le rôle essentiel de l'association OING-Service, qui soutient financièrement les travaux de la Conférence. En reconnaissance de ce rôle, il est aussi prévu que le ou la président.e de cette association assiste aux réunions de la Commission permanente en tant que membre de droit. Il convient toutefois de noter que le Règlement ne régit aucunement le fonctionnement de l'association étant donné qu'il s'agit d'un organe indépendant soumis au droit français ("droit local d'Alsace-Moselle").

Le Code de conduite énonce à la fois des règles à respecter et des règles relatives à sa bonne mise en œuvre. S'il figure dans les annexes, il n'est probablement pas nécessaire d'intégrer ces règles dans le corps du Règlement. Ce document devrait également être modifié afin de remplacer, à certains endroits, les mentions du Bureau et de la Conférence par celles de la Commission permanente et de l'Assemblée générale, respectivement.

Par ailleurs, il semble nécessaire de procéder à une révision complète de Charte de la communication à la lumière de la proposition de Règlement révisé.

Les documents de référence mentionnés ici sont externes à la Conférence des OING. Il s'agit de la Résolution 2016(3) du Comité des Ministres relative au statut participatif pour les OING et du Statuts de l'Association de l'OING Service.